

Procès-verbal de séance du conseil municipal
JEUDI 5 JUIN 2003

Convocation du 27 mai 2003

Sous la présidence de M. Alain Bonnardel, Maire

En présence de Mme Michalinoff, secrétaire de mairie et de tous les conseillers municipaux sauf,

*Excusés : Sabine Luszczynski ayant donné pouvoir de représentation à Agnès Gabanou
Michel Meunier ayant donné pouvoir de représentation à Jacques Michalinoff*

Absents : Néant

Ordre du jour :

- ✍ Taxe locale d'équipement
- ✍ Filière de valorisation des boues STEP de GAP (avis du CM)
- ✍ Contrat d'apprentissage
- ✍ 20ème rallye Gap Racing
- ✍ Compte-rendu d'expertise M. Martin Teyssere (fontaine, containers à ordures)
- ✍ Projet presbytère
- ✍ Tri sélectif
- ✍ Etude diagnostic AEP (mère de l'Aygue)
- ✍ Urbanisme – Projet d'aménagement zone INAH (Parcelle Rambaud)
- ✍ Questions diverses

M. Le Maire rappelle aux conseillers municipaux que la semaine qui se déroule est celle du Développement Durable, cette notion devrait être le principe de notre vie de tous les jours et comme tout acte citoyen, notre action se devrait de résoudre les problèmes du présent sans hypothéquer l'avenir. La politique communale mise en œuvre tend vers ces actions, par exemple, en matière de développement (garantie de l'espace rural au niveau du POS) ou d'assainissement (pas de collectif trop étendu pour une maîtrise des déchets).

Puis il aborde l'ordre du jour.

✍ Taxe locale d'équipement

Le maire rappelle qu'il s'agit d'une taxe établie sur la construction, la reconstruction et l'agrandissement des bâtiments de toute nature à l'exclusion des simples transformations ne créant pas de superficie supplémentaire, la taxe est due par le bénéficiaire de l'autorisation de construire.

Elle constitue une recette d'investissement et procurerait des ressources non négligeables à la commune qui se trouve confrontée à d'importantes dépenses d'équipement urbain consécutives au développement de la construction ;

Elle est instituée par délibération du conseil municipal pour trois ans.

Son assiette est déterminée forfaitairement en appliquant à la SHON une valeur au m² variable selon les catégories de constructions

Son taux est fixé entre 1 et 5%, il est possible soit de l'uniformiser, soit de le moduler en fonction des différentes catégories d'immeubles.

La liquidation est effectuée par le service instructeur (DDE) et le recouvrement par le TPG.

Les conseillers municipaux sont appelés à se prononcer.

Le maire précise que de nouveaux coûts sont induits par l'augmentation de la population en matière d'équipements (accès, réseaux...) de fonctionnement (goudronnage, déneigement, école, service administratif et technique, abribus...) et qu'il faut y faire face.

C. Paul s'élève contre le principe de cette taxe qui pénalisera ses enfants et petits-enfants dans leur droit à construire, il pense que cette nouvelle fiscalité sanctionnera les candidats à la construction et n'empêchera en rien l'installation de quiconque n'importe où puisqu'il appartient au maire, seul, d'accorder les permis de construire...cf ferme Roddier...Le maire lui rappelle que le permis concerné est tout à fait légal et a été accordé après instruction des différents services extérieurs (DDA, DDE...).

V. Fernandez pense que l'on pourrait associer ce produit à une réalisation intéressante, S. Duc pense que cette taxe va pénaliser les candidats à la construction, comme J-M Cornil et J-L Clément, il pense qu'il vaut mieux augmenter chaque année les contributions directes. J. Ligozat se prononce pour la TLE à condition de ne pas trop augmenter le taux ou même le moduler pour les bâtiments agricoles.

S. Raizin précise que la PNVR remplace quelque peu la TLE, mais pourrait être appliquée à un faible taux, dégressif pour certaines catégories.

J. Michalinoff rappelle que les dotations de l'état stagnent ou diminuent, que la décentralisation implique la recherche de nouvelles recettes et surtout que cette taxe ne s'applique que sur les droits à construire et ne pénalise pas toute la population comme ce sera le cas avec l'augmentation des 4 taxes qui elle, touche tous les contribuables. Il indique, en outre, que Sigoyer est la seule commune alentour qui n'a pas encore institué cette taxe..

Le maire propose de faire une simulation avec les différents taux, qu'il proposera au prochain conseil, et souhaite que la commune se donne les moyens de la politique qu'elle doit mener.

✍ Filière de valorisation des boues STEP de GAP (avis du CM)

Il s'agit de donner un avis sur le plan d'épandage des boues résiduelles de la station d'épuration de la ville de Gap, on constate que seul, un agriculteur de la commune souhaite accueillir des boues, ainsi que deux agriculteurs des communes voisines (Pelleautier et La Freissinouse) qui travaillent des terres en location sur Sigoyer.

Le maire fait un bref rappel de la Loi Barnier 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement par l'extrait suivant :

» Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte-tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable ;

Le principe d'action préventive et de correction, par priorité à la source, des atteintes à l'environnement, en utilisant les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable ;

Le principe pollueur-payeur, selon lequel les frais résultant des mesures de prévention, de réduction de la pollution et de lutte contre celle-ci doivent être supportées par le pollueur ; »

Le maire fait part aux conseillers d'une pétition déposée par les habitants des Parots et regrette le mélange des genres (boues et insectes, manque d'information...)

L'information a été faite par une affiche apposée par l'employé communal (seul le quartier des Parots a fait l'objet d'une telle information) ;

Il précise que seulement, 2 habitants du quartier des Parots, ont assisté à la réunion publique du 14 mars dernier qui informait des problèmes d'assainissement et des boues résiduelles sur la commune.

Il demande aux conseillers de reprendre connaissance de la note synthétique (annexe) et d'y apporter des amendements si nécessaire.

S. Raizin rappelle, qu'en cette semaine du développement durable, il serait nécessaire de prévoir en amont un allègement des métaux et autres dans les produits de consommation afin de réduire les déchets ultimes au maximum.

Ces déchets sont présentés aux agriculteurs comme fertilisants, mais contiennent des proportions importantes de métaux lourds et de germes. Les agriculteurs de la commune, représentés par J-L Clément, conseiller municipal, maintiennent leur position prise en 1999, et s'élèvent contre l'accueil de ces déchets. J. Michalinoff précise que nous aurons un jour à gérer nos propres boues et se félicite de la politique municipale en matière d'assainissement (choix de l'assainissement collectif minimum !!!).

Enfin, le maire ajoute que certaines parcelles n°322,1019 et 1020 attribuées à tort à Sigoyer, se trouvent sur le territoire de Tallard et n'ont pas fait l'objet d'une enquête publique sur cette commune.

Le conseil municipal, à l'unanimité, émet un avis défavorable et demande que le territoire communal soit exclu en totalité.

✍ Contrat d'apprentissage

Une jeune fille de la commune souhaiterait effectuer une formation en alternance sur 2 ans (CAP petite enfance) avec possibilité de formation à l'école communale.

Or les formations en alternance auprès des collectivités locales sont spécifiques :

- Coût pour la collectivité (3150 €/ an).
- Aucune aide de l'état.
- Rémunération obligatoire

Coût trop élevé et aucune prévision au budget pour ce type de formation, le maire demande à A. Gabanou de prendre en charge ce dossier et de rechercher une solution.

✍ 20ème rallye Gap Racing

Ce rallye traversera la commune le dimanche 24 août, la route départementale D19 sera fermée du col de Foreyssasse à l'entrée du village (maison des cantonniers) pendant la durée de l'épreuve.

La population sera informée.

✍ Compte-rendu d'expertise M. Martin Teyssere (fontaine, containers à ordures)

Fuite d'eau :

Le maire rappelle les faits : M. Martin-Teyssere, soutient qu'une fuite d'eau provenant du réseau communal, occasionne un sinistre à son cheptel et à son bâtiment d'exploitation, et sollicite une expertise. Différentes expertises ont eu lieu, dont une coloration à la fluorescine. Le maire donne lecture du compte-rendu d'expertise »...les résultats de recherche de fuite sur le réseau communal n'ont donné aucun résultat probant, les diverses constatations in situ n'ont pas permis de mettre en évidence une quelconque responsabilité de la commune, en revanche, il apparaît que les canalisations enterrées sur la propriété Martin Teyssere ne sont pas aux normes, des essais de coloration de sa source ont été proposés à M. Martin Teyssere, afin de mettre en évidence l'origine des infiltrations (fuite permanente), proposition refusée par l'intéressé... compte-tenu de ce qui précède, nous procédons au classement de votre dossier... » M. Martin est débouté de son action.

Container à ordures ménagères :

Le maire a demandé que les services de la DDE délimitent par procédure d'alignement, le domaine public au droit des propriétés Martin Teyssere, Millon et Roddier (voie communale n°6) ; le container sera déplacé s'il se trouve hors domaine public.

✍ **Projet presbytère**

Le permis de construire a été déposé fin mai, l'appel public aux entreprises se fera fin juin, de façon à commencer les travaux dès le 15 septembre. Le maire présente au conseil municipal le projet arrêté pour la rénovation du presbytère ainsi que l'ensemble des documents pour l'appel d'offres et demande à l'assemblée de se prononcer pour l'autoriser à signer les marchés.

Les utilisateurs des salles (musique, informatique, jeunes...) seront déplacés ou les activités suspendues pendant une année. Y réfléchir et faire des propositions.

Vote : accepté à l'unanimité

✍ **Tri sélectif**

Les colonnes ont été installées sur les sites, mais l'information ne s'est pas faite en amont, le ramassage des colonnes aura lieu toutes les deux semaines.

Jacques Michalinoﬀ fait un compte-rendu de la réunion d'information et de présentation du tri sélectif à la population, le 2 juin, à Tallard.

Cette réunion rentre dans le cadre de la semaine du développement durable et accompagne la mise en place du tri sélectif sur la CCTB.

La collecte se fait par points d'apports volontaires (PAV) :

- verre ✍ colonne verte, journaux,
- papier ✍ colonne bleue
- emballages ✍ (colonne jaune).

21 PAV ont été mis en place sur la CCTB (dont 3 à Sigoyer), un guide du tri sera distribué à tous les foyers.

Présentation d'eco emballage : société créée en 1992 qui a pour objectifs de valoriser et recycler les déchets d'emballages ; pour cela, EE perçoit une contribution des entreprises d'environ 0.6 cts par emballage. Elle conclut des partenariats avec les collectivités locales en leur apportant notamment un soutien financier en fonction de la collecte et de la qualité du tri.

- Pour la rentrée, des actions seront mises en place avec les écoles, les clubs d'aînés ou encore la population dans le cadre d'une réunion publique sur ce thème. (en faire la demande auprès de la CCTB).

✍ Etude diagnostic AEP (mère de l'Aygue)

Une réunion importante a eu lieu sur le terrain en présence d'un hydrogéologue afin de déterminer les différents périmètres de protection des sources (immédiat : 1500 m² à clôturer, rapproché, éloigné) ; sur le plateau de Céüze, 3 traçages par coloration seront effectués pour déterminer le périmètre éloigné, en fonction du rôle des deux marais situés sur le plateau en amont de la falaise.

- ✍ Marais de Raux ✍ fluorescéine
- ✍ Lumineuse ✍ éosine
- ✍ Torrent lumineuse ✍ rhodamine

La population sera informée et l'employé communal sera chargé de l'échantillonnage.

✍ Urbanisme – Projet d'aménagement zone INAH (Parcelle Rambaud)

Serge Duc, conseiller municipal, rappelle les principes d'aménagement des parcelles constructibles (zone INAH):

La procédure de lotissement s'applique à toute division d'une propriété foncière en vue de l'implantation de bâtiments qui a pour objet ou qui, sur une période de moins de 10 ans, a eu pour effet de porter à plus de 2 le nombre de terrains issus de ladite propriété.

Le schéma d'aménagement s'applique aux terrains divisés en deux lots minimum, ceux-ci pouvant être cédés dans un délai de 10 ans.

Le schéma d'urbanisme est présenté au CM pour approbation, avec obligation d'équiper la parcelle dans son intégralité ; les permis de construire ne pouvant être délivrés que si les travaux de viabilisation ont été réceptionnés avec conformité .

Un projet de schéma d'aménagement de la parcelle ZE 122 appartenant à Mrs Rambaud a été déposé par un aménageur « les maisons Dauphiné Savoie » ; la parcelle sera divisée en deux lots constructibles. Le maire propose l'approbation avec réserves (les plans de réseaux externes à la zone qui devront impérativement être mis en souterrain.)

Un plan précis des réseaux à mettre en place (eau-EDF-Télécom) devra être soumis pour accord à la mairie.

Vote : avis favorable à l'unanimité

Par ailleurs, le maire fait part aux conseillers d'un projet déposé par S. Duc, architecte, celui-ci quitte la séance.

La parcelle ZI 43 sera divisée en 5 lots, 2 seulement seront cédés dans un délai de 10 ans, ce qui permet une viabilisation suivant la procédure simplifiée du schéma d'aménagement.

Le dossier est complet (plans et programme des travaux de viabilisation) et conforme à la réglementation du POS, le conseil municipal est appelé à se prononcer

Vote : avis favorable à l'unanimité.

✍ Questions diverses

✍ ***Demande des responsables de la bibliothèque :***

Des cassettes vidéo sont mises à disposition des lecteurs, une convention doit être passée entre la commune « tête de réseau », en l'occurrence, La Roche des Arnauds, qui dispose d'un stock important de K7 prêtées par la BCP, et les met à la disposition de notre bibliothèque.

✍ ***Convention entre la commune et l'Association Neige & montagne des 2 Céüze***

pour la mise à disposition des locaux du foyer de fond des Guérins .

La convention devra être revue en ce qui concerne l'assurance du scooter des neiges qui ne peut être garantie que par le propriétaire, cette convention doit aussi rappeler les droits et obligations de chacune des parties.

Les conventions sont mises au vote : adopté à l'unanimité

✍ ***Visite de M. Domeny, ingénieur subdivisionnaire de la DDE :*** Le projet de la traverse du village a été évoqué et ne sera pas modifié.

✍ ***Courrier SAPN :***

Le maire donne lecture d'un courrier adressé par la Société Alpine de Protection de la Nature concernant les dépôts sauvages sur les berges du torrent de Baudon. Avec l'accord du propriétaire, C. Paul, conseiller municipal, un panneau d'interdiction de dépôt sera implanté sur le site et un rappel sera fait dans le bulletin municipal.

✍ ***Jardin du souvenir :***

Les conseillers sont appelés à réfléchir sur l'aménagement d'un jardin du souvenir ou columbarium à planter au cimetière.

✍ ***Subvention exceptionnelle à l'école pour un voyage scolaire :***

Le maire a répondu favorablement à cette demande, malgré le dépôt tardif du dossier (après le vote du budget), les crédits n'ayant pas été budgétés, ils seront prélevés sur le budget transport scolaire de l'année en cours et le versement de la subvention ne sera effectué qu'en 2004.

✍ ***Chemins d'exploitation de l'AFR / cession à la commune :***

Le bureau de l'AFR (association foncière de remembrement) doit délibérer pour céder les chemins d'exploitation à la commune, la dissolution de l'AFR se fera dès la liquidation des derniers emprunts (en 2005).

✍ ***Régisseur cantine scolaire :***

Mme Françoise Galmiche, régisseur des droits de cantine fait part à l'assemblée de l'abandon de cette fonction à la fin de l'année scolaire, pour convenances personnelles. Le CCAS assurera son remplacement.

✍ ***Guide de l'élu 2002 :***

Ce guide, sous forme de CD, a été remis au secrétariat par V. Fernandez et peut être consulté par tous les élus.

Le maire donne la parole au public, les habitants des Parots font connaître leur position sur la question des boues et autres problèmes de communication et information avec la commune... avec plus ou moins de pertinence et de courtoisie.

La séance est levée à 23 h 45, le maire invite le public à se joindre à l'assemblée électorale pour partager le verre de l'amitié.

Délibérations du conseil municipal :

- ✍ Boues résiduelles STEP de Gap / avis défavorable
- ✍ Presbytère – autorisation du Maire à signer les marchés
- ✍ Conventions (BCP et association Neige & montagne des 2 Céüze)
- ✍ Ouverture de crédits (garage communal-retenu de garantie)
- ✍ Ouverture de crédits (caveau communal)
- ✍ Cantine – remplacement du régisseur

Vu, le conseil municipal